

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1926.

Projet de loi relatif aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 3, paragraphe 4, de la loi organique de l'enseignement primaire, « un arrêté royal règle la façon dont les chefs de famille n'ayant pas de résidence fixe (bateliers, forains, marchands ambulants, etc.), ont à s'acquitter des obligations qui pèsent sur eux en vertu de la loi, ainsi que la façon dont les peines prévues à l'article 11 sont appliquées ».

En exécution de cette disposition est intervenu un arrêté royal en date du 10 novembre 1925 qui entrera en vigueur à partir de l'année scolaire 1926-1927 et qui porte :

« ARTICLE PREMIER. — Les chefs de famille n'ayant pas de résidence fixe, notamment les bateliers, et qui ne se conforment pas aux dispositions légales concernant l'obligation scolaire, sont tenus de faire donner l'instruction à leurs enfants pendant quatre ans consécutifs à dater de la rentrée des vacances d'été de l'année pendant laquelle ces enfants accomplissent leur dixième année.

» Ils satisfont à cette obligation en confiant leurs enfants à un établissement spécial public ou privé en vue de leur instruction.

» ART. 3. — Le chef de famille négligent, en retard de satisfaire à ses obligations, sera dénoncé au Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire où il a son domicile ou, à défaut de domicile connu, sa résidence.

» Il sera cité à comparaître devant le juge des enfants conformément à l'article 11 de la loi organique de l'enseignement primaire. »

Mais les prescriptions de cet arrêté royal seraient inopérantes si des mesures spéciales n'étaient pas prises pour permettre aux enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe de fréquenter régulièrement les cours d'un établissement d'enseignement primaire.

C'est à cette fin que le présent projet de loi prévoit la création par le Gouvernement d'internats où seront reçus, en vue d'assurer leur instruction, les enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. Ces établissements pourront être

à la fois des pensionnats et des écoles, comme ils pourront n'être que des pensionnats, les enfants fréquentant, selon le vœu de leurs parents, les écoles communales, adoptées ou adoptables de la localité. Dans ce cas le Gouvernement s'entendra avec les autorités scolaires pour que ces enfants, ne commençant leurs études primaires qu'à 10 ans, soient groupés dans des classes spéciales et y reçoivent un enseignement approprié à leur âge et à leur situation particulière.

* *

Le Gouvernement estime que les parents jouissant d'un certain revenu doivent payer entièrement les frais de pension. Les délégués de la batellerie belge ont exprimé le même avis devant la Commission spéciale constituée en 1922 pour l'étude de cette question

Il semble que les bases suivantes pourraient être admises :

L'entièreté de la pension est due par le chef de famille dont le revenu global de l'année précédente est égal ou supérieur à deux fois le minimum exonéré de la supertaxe en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Ceux qui ont un revenu compris entre une fois et demie et deux fois ce minimum paieront les trois cinquièmes de la pension; ceux dont le revenu global est compris entre une fois et demie et une fois ce minimum paieront les deux cinquièmes; enfin, ceux dont le revenu global est égal ou inférieur à ce minimum paieront un cinquième.

Une réduction est prévue en faveur des enfants appartenant à des familles nombreuses : lorsque deux ou plusieurs enfants d'une même famille se trouvent hébergés dans un internat, la pension pleine est due pour le premier seul et il est accordé une réduction de 25 % sur ce prix pour chacun des autres enfants.

Les règles relatives au paiement de la pension s'appliquent aux internats que créeraient les provinces, les communes et les particuliers et qui seraient agréés par le Ministre des Sciences et des Arts.

* *

L'État intervient dans les frais de construction et d'entretien des locaux où sont établis les internats; il contribue aux dépenses qu'entraîne la rémunération du personnel de la direction et de la surveillance; il assume en outre le paiement des instituteurs. Les crédits nécessaires à cette fin seront inscrits chaque année au Budget.

Il est équitable que les provinces et les communes participent aussi aux frais qui résulteront de la création des internats. Leur intervention tendra notamment à parfaire les paiements effectués par les parents : la contribution provinciale s'élèvera à 60 % du découvert afférent à la pension des élèves dont les parents sont domiciliés dans la province au commencement de l'année scolaire pour laquelle la pension est due; la contribution communale sera égale, pour chacune des communes, à 40 % du découvert afférent à la pension des élèves dont les parents sont à la même date domiciliés dans la commune.

Tels sont les principes généraux du projet.

ARTICLES.

L'article 1^{er} donne au Gouvernement compétence pour créer des internats destinés aux enfants en âge d'école primaire, dont les parents n'ont pas de résidence fixe et il énumère les charges de l'État.

L'article 2 impose aux parents, dans des proportions qu'il détermine et qui ont été exposées ci-dessus, le prix de la pension.

Pour l'application des dispositions de cet article, les chefs de famille n'ayant pas de résidence fixe sont censés être domiciliés dans une localité de 60,000 habitants ou plus.

Les articles 41 et 42 des lois coordonnées concernant les impôts sur les revenus qui leur sont applicables, stipulent notamment :

« ART. 41. — Est déduit de la supertaxe, l'impôt correspondant à la portion du revenu global établi conformément à l'article 36 qui n'excède pas le minimum fixé ci-après :

.
5,400 francs dans les communes de 60,000 habitants et plus.
.

» ART. 42. — Le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un sixième pour chaque membre de la famille à la charge du redevable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

» Pour chaque enfant à charge au delà de trois, le dit accroissement est fixé uniformément à 1,500 francs dans toutes les catégories de communes.

» Si le contribuable est veuf ou veuve, le nombre de personnes à sa charge est augmenté d'une unité. »

Il en résulte que le minimum de revenu exonéré de la supertaxe, qui sert de base au calcul de la pension à payer, est respectivement de 7,200, 8,100, 9,000 et 10,500 francs pour un chef de famille marié ayant 1, 2, 3 ou 4 enfants.

L'article 3 porte que les règles prévues à l'article 2 et relatives au paiement de la pension sont applicables dans les établissements agréés par le Ministre des Sciences et des Arts, qu'ils soient créés par les provinces, les communes ou des particuliers.

L'article 4 fixe la part d'intervention des provinces et des communes.

La contribution provinciale et la contribution communale sont dues respectivement pour les enfants dont les parents sont *domiciliés* dans la circonscription provinciale ou dans la commune.

Il s'agit du domicile légal des intéressés. Les bateliers, forains, nomades, lorsqu'ils n'ont d'autre habitation que leur bateau, leur voiture foraine ou leur chariot nomade, restent inscrits aux registres de la population de la commune où ils ont eu, en dernier lieu, leur résidence habituelle et à défaut de cette résidence, de la commune qui est leur domicile d'origine (A. R. du 30 décembre 1900, art. 21).

L'Administration ne peut les rayer de ses registres de la population tant qu'ils n'ont pas acquis ailleurs une résidence habituelle fixe.

Le même article du projet prévoit l'institution d'une caisse spéciale qui sera alimentée notamment par les contributions provinciales et communales et qui sera administrée par une commission à désigner par arrêté royal. Il met en outre à la charge des provinces, dans les conditions déterminées par la loi organique de l'enseignement primaire, le prix des fournitures classiques.

* * *

En vertu de l'article 5, l'intervention de la caisse spéciale dans le prix de la pension des enfants confiés à des établissements provinciaux, communaux ou

privés, agréés par le Ministre des Sciences et des Arts, n'a lieu, dans les proportions fixées à l'article 4, qu'en prenant comme base, le prix de la pension, arrêté par le Ministre des Sciences et des Arts, conformément à l'article 2.

L'article 6 règle le mode de recouvrement des parts provinciale et communale, qui se fera, à l'intervention du Ministère des Finances, par prélèvement sur les parts et additionnels revenant aux provinces et aux communes intéressées dans le produit des impôts directs ou sur les sommes qui sont attribuées à ces dernières dans la répartition du fonds des communes.

L'article 7 détermine la capacité de recevoir de la caisse, indépendamment des allocations des provinces et des communes, ainsi que l'affectation des dons et legs dont elle bénéficierait.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

CAM. HUYSMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1926.

Wetsontwerp betreffende de internaten opgericht om lager onderwijs te verstrekken aan de kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Naar luid van artikel 5, lid 4, der Lager Onderwijswet « regelt een Koninklijk besluit de wijze waarop de gezinshoofden, die geen vaste verblijfplaats hebben (schippers, foorkramers en rondtrekkende venters, enz.) zich van de verplichtingen moeten kwijten welke krachtens deze wet op hen rusten, alsmede de wijze waarop de straffen, voorzien bij artikel 11 op hen worden toegepast ».

Ter voldoening aan deze bepaling is onder dagteekening van 10 November 1925, een Koninklijk besluit genomen dat met ingang van het schooljaar 1926-1927 in werking treedt en dat bepaalt :

« EERSTE ARTIKEL. — De gezinshoofden zonder vaste verblijfplaats, inzonderheid de schippers, die de wetsbepalingen betreffende den leerplicht niet naleven, moeten aan hun kinderen onderwijs doen verstrekken gedurende vier achtereenvolgende jaren welke ingaan na de Zomervacantie van het jaar waarin die kinderen hun tiende jaar volbrengen.

» Deze verplichting leven zij na door hun kinderen met het oog op hun onderwijs toe te vertrouwen aan een openbare of private bijzondere instelling.

» ART. 3. — Het nalatig gezinshoofd dat veronachtzaamt zijn verplichtingen na te komen, zal worden aangeklaagd bij den procureur des Konings van het rechterlijk arrondissement waarin het zijn domicilie heeft of bij gebrek aan bekend domicilie, zijn verblijfplaats.

» Het zal worden gedagvaard om te verschijnen voor den kinderrechtter, overeenkomstig artikel 11 der wet tot regeling van het lager onderwijs. »

De voorschriften van dat Koninklijk besluit zouden evenwel zonder uitwerksel blijven, moesten er geen maatregelen getroffen worden om de kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben, in de gelegenheid te stellen geregeld de lessen van een lagere onderwijsinrichting te volgen.

Te dien einde voorziet het onderhavige wetsontwerp dat de Regeering internaten

zal oprichten waar de kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben, zullen worden opgenomen om er onderwijs te genieten.

Die inrichtingen kunnen tevens pensionaten met school zijn, evenals zij slechts pensionaten kunnen wezen; in dit laatste geval kunnen de kinderen, al naar de ouders het verlangen, de plaatselijke gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen bezoeken.

De Regeering zal dan overleg plegen met de schooloverheid opdat die kinderen welke hun lagere studiën slechts op tienjarigen leeftijd beginnen, in bijzondere klassen zouden worden bijeengebracht en er een onderwijs zouden ontvangen dat aangepast is aan hun leeftijd en aan hun bijzonderen toestand.

* *

De Regeering is van meening dat de ouders die een zeker inkomen genieten, het volle kostgeld moeten betalen. Door de afgevaardigden van de Belgische binnenschippers werd hetzelfde advies uitgebracht vóór de bijzondere Commissie welke in 1922 werd ingesteld voor het bestudeeren van bedoelde kwestie.

De volgende grondslagen zouden dan kunnen aangenomen worden:

Het volle kostgeld is verschuldigd door het gezinshoofd wiens globaal inkomen van het vorige jaar gelijk is aan of meer bedraagt dan tweemaal het minimum dat, krachtens de artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen vrijgesteld is van supertaxe.

Wie een inkomen heeft tusschen anderhalfmaal en tweemaal dit minimum, betaalt de drie vijfden van het kostgeld; hij wiens globaal inkomen begrepen is tusschen anderhalfmaal en eenmaal dit minimum betaalt de twee vijfden; zij, ten slotte wier globaal inkomen gelijk is aan of minder bedraagt dan dit minimum betalen één vijfde.

Eene vermindering wordt voorzien ten voordeele van de kinderen uit groote gezinnen: worden twee of meer kinderen uit een zelfde gezin in een internaat opgenomen dan wordt enkel voor het eerste het volle bedrag betaald; voor ieder der andere kinderen wordt eene vermindering met 25 t. h. op die som toegestaan.

De regels voor het betalen van het kostgeld gelden eveneens voor de internaten welke door provinciën, gemeenten en particulieren zouden worden opgericht en door den Minister van Kunsten en Wetenschappen zouden aangenomen worden.

* *

De Staat draagt bij in de kosten voor het bouwen en het onderhoud van de lokalen waarin de internaten gevestigd zijn; hij draagt eveneens bij in de uitgaven welke voortspruiten uit de bezoldiging van het bestuurs- en het bewakingspersoneel; hij neemt bovendien de wedden der onderwijzers op zich. De hiertoe noodzakelijke kredieten zullen telken jare op de Begrooting ingeschreven worden.

Het is billijk dat provinciën en gemeenten ook het hare bijdragen in de kosten veroorzaakt door het oprichten van de internaten. Haar deelneming heeft inzonderheid ten doel de door de ouders gedane betalingen aan te vullen: de provinciale bijdrage zal 60 t. h. beloopten van het tekort in het kostgeld der leerlingen wier ouders, bij den aanvang van het schooljaar waarvoor het kostgeld verschuldigd is, metterwoon in de provincie gevestigd zijn; de gemeentelijke bijdrage zal voor iedere gemeente gelijk zijn aan 40 t. h. van het tekort in het kostgeld der leerlingen wier ouders op denzelfden datum metterwoon in de gemeente gevestigd zijn.

Dit zijn de algemeene beginselen van het ontwerp.

ARTIKELLEN.

Bij het eerste artikel wordt de Regeering er toe gemachtigd om internaten op te richten voor de leerplichtige kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben en worden de lasten van den Staat opgesomd.

Artikel 2 legt aan de ouders het kostgeld op in de verhoudingen welke dit artikel bepaalt en welke hierboven uiteengezet zijn.

Voor het toepassen der bepalingen van bedoeld artikel worden de gezinshoofden die geen vaste verblijfplaats hebben, geacht metterwoon gevestigd te zijn in een gemeente met 60,000 inwoners of meer.

De op hen toepasselijke artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen bepalen o. m. :

« ART. 41. — Wordt van de supertaxe afgetrokken de belasting overeenstemmende met het gedeelte van het overeenkomstig artikel 36 gevestigd globaal inkomen dat het hierna bepaald minimum niet overschrijdt :

5,400 frank in de gemeenten van 60,000 inwoners en meer.

» ART. 42. — Het krachtens artikel 41 vrijgesteld minimum wordt verhoogd met een zesde voor elk familielid ten laste van den schatplichtige op 1 Januari van het jaar van den aanslag.

» Voor elk kind ten laste boven drie wordt gemelde verhooging gelijkelijk bepaald op 1,500 frank in al de klassen van gemeenten.

» Wanneer de schatplichtige weduwnaar of weduwe is, wordt het getal van de personen te zijnen laste met eene eenheid vermeerderd. »

Daaruit volgt dat het minimum van het van de supertaxe vrijgestelde inkomen dat tot grondslag dient voor het berekenen van het te betalen kostgeld, onderscheidenlijk 7,200, 8,100, 9,000 en 10,500 frank belooft voor een gehuwd gezinshoofd met een, twee, drie of vier kinderen.

Artikel 3 bepaalt dat de bij artikel 2 voorziene regels welke betrekking hebben op het betalen van het kostgeld eveneens gelden voor de door den Minister van Kunsten en Wetenschappen aangenomen inrichtingen, om het even of zij door provincies, gemeenten of door particulieren werden tot stand gebracht.

Bij artikel 4 wordt het aandeel van provincies en gemeenten bepaald.

De provinciale en de gemeentelijke bijdragen zijn onderscheidenlijk verschuldigd voor de kinderen wier ouders in de provincie of in de gemeente *gedomicilieerd* zijn.

Het geldt hier het wettig domicilie der belanghebbenden. Ingeval schippers, foorkramers, rondreizenden geen andere woning hebben dan hun boot, hun foorwagen of hun rondreizenden wagen, blijven zij ingeschreven in de bevolkingsregisters van de gemeente waar zij laatstelijk hun gewoon verblijf gehad hebben en bij gebrek aan zulke verblijfplaats van de gemeente welke hun domicilie van herkomst is (Koninklijk besluit van 30 December 1900, art. 24).

Zoolang zij elders geen vaste gewone verblijfplaats verkregen hebben, mag het gemeentebestuur ze niet van zijn bevolkingsregisters voeren.

Hetzelfde artikel van het ontwerp voorziet de instelling van een bijzondere kas welke o. m. door de provinciale en de gemeentelijke bijdragen zal gestijfd

worden en welke zal beheerd worden door een bij Koninklijk besluit aan te stellen Commissie. Daarenboven legt het, onder de bij de wet tot regeling van het lager onderwijs bepaalde voorwaarden, den prijs der schoolbehoeften ten laste van de provinciën.

*
* *

Krachtens artikel 5, draagt de bijzondere kas bij in het kostgeld der kinderen toevertrouwd aan de door den Minister van Kunsten en Wetenschappen aangenomen provinciale, gemeentelijke of private instellingen, in de bij artikel 4 bepaalde verhoudingen, waarbij tot grondslag wordt genomen het bedrag van het kostgeld, door den Minister van Kunsten en Wetenschappen vastgesteld overeenkomstig artikel 2.

Artikel 6 regelt de wijze van invordering van het provinciaal en het gemeentelijk aandeel, welke invordering door toedoen van den Minister van Financiën geschiedt, door middel van afhoudingen op de aandelen en de opcentiëmen die aan de betrokken provinciën en gemeenten toekomen, in de opbrengst der rechtstreeksche belastingen of op de sommen, welke bij de verdeeling van het Fonds der gemeenten aan deze laatste worden toegekend.

Artikel 7 bepaalt, dat de kas bevoegd is om te ontvangen, buiten de bijdragen van provinciën en gemeenten, en stelt eveneens de bestemming vast van de giften en legaten welke zij zou bekomen.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

CAM. HUYSMANS.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Projet de loi relatif aux internats
créés en vue d'assurer l'instruction
primaire aux enfants dont les
parents n'ont pas de résidence
fixe.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir. Salut.

Sur la proposition de nos Ministres
des Finances, de l'Intérieur et de
l'Hygiène, et des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des
Arts est chargé de présenter en Notre
Nom aux Chambres législatives le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à créer
des internats en vue d'assurer conformé-
ment à l'arrêté royal pris en exécution
de l'article 5, alinéa final, de la loi
organique de l'enseignement primaire;
l'instruction des enfants dont les parents
n'ont pas de résidence fixe.

Il assume, avec le concours d'un
comité local d'administration, la direc-
tion de l'établissement dont il nomme
le personnel et il contribue aux frais de
personnel et de locaux.

ART. 2.

Le Ministre des Sciences et des Arts

**Wetsontwerp betreffende de internaten
opgericht om lager onderwijs te
verstrekken aan de kinderen wier
ouders geen vaste verblijfplaats
hebben.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers
van Financiën, van Binnenlandsche
Zaken en Volksgezondheid, en van
Kunsten en Wetenschappen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Kunsten en Weten-
schappen zal, in Onzen Naam, het wets-
ontwerp, waarvan de inhoud volgt, bij
de Wetgevende Kamers indienen :

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt er toe gemach-
tigd internaten op te richten ten einde,
overeenkomstig het Koninklijk besluit
genomen ter uitvoering van artikel 5,
slotlid, der wet tot regeling van het
lager onderwijs, aan de kinderen wier
ouders geen vaste verblijfplaats hebben,
onderwijs te doen verstrekken.

Met de hulp van een plaatselijke
commissie van beheer neemt zij de
leiding waar van de inrichting welke
personeel zij benoemt en draagt bij in
de kosten voor personeel en voor
lokalen.

ART. 2.

Bij den aanvang van elk schooljaar,

fixe au début de chaque année scolaire, le prix de la pension.

Celle-ci est à charge des parents dans les proportions indiquées ci-après :

Paient respectivement l'intégralité, les trois cinquièmes, les deux cinquièmes ou un cinquième de la pension, les parents dont le revenu global de l'année précédente est :

a) égal ou supérieur à deux fois le minimum de revenu exonéré de la supertaxe, en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus ;

b) égal ou supérieur à une fois et demie, mais inférieur à deux fois ce minimum ;

c) égal ou supérieur à une fois, mais inférieur à une fois et demie ce minimum ;

d) inférieur à ce minimum.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, tous les intéressés sont censés être domiciliés dans une localité de 60,000 habitants ou plus.

Lorsque deux ou plusieurs enfants d'une même famille se trouvent hébergés dans un internat, la pension pleine est due pour le premier seul et il est accordé une réduction de 25 % sur le prix de la pension due pour les autres enfants.

ART. 3.

Les règles relatives au paiement de la pension prévues à l'article précédent, sont applicables dans les internats organisés par les provinces ou les communes et dans les internats privés, agréés par le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 4.

Pour parfaire les paiements partiels effectués par les parents, conformément

stelt de Minister van Kunsten en Wetenschappen het bedrag van het kostgeld vast.

Dit laatste komt ten laste van de ouders in de volgende verhoudingen :

Betalen onderscheidenlijk het gansche, de drie vijfden, de twee vijfden of één vijfde van het kostgeld, de ouders wier globaal inkomen van het vorige jaar :

a) gelijk is aan of meer bedraagt dan tweemaal het minimuminkomen vrijgesteld van de supertaxe krachtens de artikelen 41 en 42 der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen ;

b) gelijk is aan of meer bedraagt dan anderhalfmaal, doch minder is dan tweemaal dit minimum ;

c) gelijk is aan of meer bedraagt dan eenmaal, doch minder dan anderhalfmaal dit minimum ;

d) minder bedraagt dan dit minimum.

Voor het toepassen van vorenstaande bepalingen, worden al de betrokkenen geacht metterwoon gevestigd te zijn in een gemeente met 60,000 inwoners of meer.

Worden twee of meer kinderen uit een zelfde gezin in een internaat opgenomen, dan wordt enkel voor het eerste het volle kostgeld betaald ; voor de andere kinderen wordt een vermindering met 25 t. h. op het bedrag van het verschuldigde kostgeld toegestaan.

ART. 3.

De in het voorgaande artikel voorziene regels voor het betalen van het kostgeld gelden eveneens voor de door provincies of gemeenten opgerichte internaten en voor de private internaten welke door den Minister van Kunsten en Wetenschappen werden aangenomen.

ART. 4.

Ter aanvulling van de gedeeltelijke betalingen, door de ouders gedaan over-

aux articles 2 et 3, il est créé au Ministère des Sciences et des Arts, une caisse spéciale alimentée :

1^o par une contribution provinciale égale, pour chacune des provinces à 60 % du découvert afférent à la pension des élèves dont les parents sont domiciliés dans la circonscription provinciale au début de l'année scolaire pour laquelle la pension est due ;

2^o par une contribution communale égale, pour chacune des communes à 40 % du découvert afférent à la pension des élèves dont les parents sont, à la même date, domiciliés dans la commune.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de communes rangées en matière d'impôts sur les revenus, dans la catégorie des localités de moins de 5,000 habitants, les parts d'intervention de la province et des communes sont fixées respectivement à 80 % et à 20 %.

La caisse spéciale visée au premier alinéa est administrée par une commission nommée par arrêté royal.

Les provinces interviennent en outre dans la délivrance gratuite de fournitures classiques dans les conditions fixées par les articles 15 et 22 de la loi organique de l'enseignement primaire.

ART. 5.

L'intervention de la caisse spéciale dans le prix de la pension des enfants, placés dans les établissements provinciaux, communaux ou privés, agréés par le Ministre des Sciences et des Arts, a lieu dans les proportions fixées par l'article 4, pour autant que le prix de la pension ne soit pas supérieur au prix fixé conformément au premier alinéa de l'article 2. Dans le cas contraire, les subventions sont fixées en prenant ce prix comme base du calcul.

ART. 6.

Le Trésor public avance à la Caisse

eenkomstig de artikelen 2 en 3, wordt er in het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen een bijzondere kas opgericht, welke wordt gestijfd :

1^o door een provinciale bijdrage, voor iedere provincie gelijk aan 60 t. h. van het tekort in het kostgeld der leerlingen wier ouders, bij den aanvang van het schooljaar waarvoor het kostgeld verschuldigd is, metterwoon gevestigd zijn in de provincie ;

2^o door een gemeentelijke bijdrage voor iedere gemeente gelijk aan 40 t. h. van het tekort in het kostgeld der leerlingen wier ouders op denzelfden datum metterwoon in de gemeente gevestigd zijn.

Wanneer het evenwel gemeenten geldt, welke, inzake inkomstenbelasting, in de klasse der gemeenten met minder dan 5,000 inwoners gerangschikt zijn, worden de aandeelen van provincie en gemeenten onderscheidenlijk op 80 t. h. en op 20 t. h. bepaald.

De in het eerste lid bedoelde bijzondere kas wordt door een bij Koninklijk besluit te benoemen Commissie beheerd.

Bovendien dragen de provinciën bij in de kosteloze verstrekking van schoolbehoeften, onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 15 en 22 der wet tot regeling van het lager onderwijs.

ART. 5.

De bijzondere kas draagt bij in het kostgeld der kinderen die opgenomen worden in de door den Minister van Kunsten en Wetenschappen aangenomen provinciale, gemeentelijke of private inrichtingen, in de bij artikel 4 vastgestelde verhoudingen, voor zooverre het kostgeld niet hooger zij dan de prijs bepaald overeenkomstig het eerste lid van artikel 2. In tegenovergesteld geval, neemt men dezen prijs tot grondslag voor de berekeningen bij het vaststellen der tegemoetkomingen.

ART. 6.

De Openbare Schatkist schiet aan de

spéciale les parts provinciales et communales dont il récupère le montant à l'intervention du Département des Finances, par prélèvement sur les parts et additionnels, revenant aux provinces et aux communes intéressées, dans le produit des impôts directs ou sur les sommes qui sont attribuées à ces dernières dans la répartition du Fonds des communes.

ART. 7.

La Caisse spéciale peut recevoir des dons et des legs.

Les fonds provenant de dons et de legs ou de versements autres que ceux prévus à l'article 2 sont affectés soit au paiement des pensions ou parts de pension reconnues irrécouvrables ainsi que des frais de poursuites effectuées en vue de leur perception, soit à la distribution de bourses d'études supplémentaires aux élèves dont les parents se trouvent dans une situation de fortune particulièrement précaire, soit à des subventions aux bateliers belges, naviguant régulièrement, en Belgique mais domiciliés à l'étranger qui ne peuvent donc bénéficier, en vertu de la présente loi, de l'aide des provinces et des communes, soit à toute autre fin utile au bien-être matériel ou moral des enfants admis dans les institutions régies par la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1926.

ALBERT

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

ALB. JANSSEN.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

ROLIN-JAEQUEMYS.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

CAM. HUYSMANS.

bijzondere kas de provinciale en gemeentelijke aandeelen voor, welker bedrag zij door toedoen van het departement van Financiën verhaalt, door middel van afhoudingen op de aandeelen en de opcentiemen welke aan de betrokken provinciën en gemeenten toekomen in de opbrengst der rechtstreeksche belastingen of op de sommen welke bij de verdeling van het Fonds der gemeenten aan deze laatste worden toegekend.

ART. 7.

De bijzondere kas mag giften en legaten ontvangen.

De gelden voortkomende van giften en legaten of van stortingen behalve die welke voorzien zijn bij artikel 2, worden gebruikt, hetzij voor het betalen van het kostgeld of van als niet invorderbaar erkende deelen van het kostgeld, alsmede van de kosten der vervolgingen ingesteld om ze te innen, hetzij voor het uitreiken van aanvullende studiebeurzen aan de leerlingen wier ouders gansch onbemiddeld zijn, hetzij voor tegemoetkomingen aan de Belgische schippers die geregeld in België varen, doch in het buitenland metterwoon gevestigd zijn en die bijgevolg, krachtens de onderhavige wet, de hulp van provincies en gemeenten niet kunnen genieten, hetzij voor elk ander doel dat het stoffelijk of zedelijk welzijn der kinderen die in de onder deze wet vallende inrichtingen worden opgenomen, kan bevorderen.

Gegeven te Brussel, den 22 Maart 1926.

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

*De Minister van Kunsten
en Wetenschappen,*